

Annexe 2 : Notifications – logement non décent

Annexe 2.1 : notification au bailleur (AL tiers payant) si constat de logement non décent

Annexe 2.2 : notification au bailleur (AL versée à allocataire) si constat de logement non-décent

Annexe 2.3 : notification bailleur (pas de droit AL ou AL < au seuil) si constat de logement non-décent

Annexe 2.4 : notification locataire si constat de logement non décent

Annexe 2.1 : notification au bailleur (AL tiers payant) si constat de logement non décent

La location d'un logement décent est une obligation du bailleur prévue par l'article 1719 du Code Civil.

Un diagnostic vérifiant les critères de décence, a été effectué dans le logement dont vous êtes propriétaire et occupé par :

[Type] [Prénom] [Nom]

Adresse : <Ligne 2 adresse>

<Ligne 3 adresse>

<Ligne 4 adresse>

<Ligne 5 adresse>

<Ligne 6 adresse>

<Ligne 7 adresse>

Le constat réalisé, a conclu à la non-conformité de votre logement.

Or, l'article L542-2 du code de la Sécurité sociale (ALF) / L831-3 du Code de la Sécurité sociale (ALS) prévoit que le versement de l'allocation de logement est subordonné au respect de ces normes.

En conséquence, vous êtes tenu de procéder à la mise en conformité du logement avant le [jj/mm/aaaa dernier jour du mois de la date de fin conservation].

Tant qu'elle n'aura pas été effectuée, l'allocation de logement sera conservée, vous ne la percevrez plus mais votre locataire continuera à payer le montant de loyer déduit du montant de l'allocation de logement.

Ce montant est actuellement de [droit AL M+1 €].

Vous devez prévenir votre locataire de la nature et de la durée des travaux envisagés suffisamment à l'avance pour qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Un contrôle sera effectué pour s'assurer de la mise en conformité du logement. **En vue de ce contrôle** il vous appartient de nous contacter impérativement et au plus tard **un mois avant la date prévisionnelle de fin des travaux**.

Si le logement s'avère décent, l'allocation de logement conservée vous sera reversée.

Dans le cas contraire, l'allocation de logement sera définitivement perdue et vous ne pourrez pas la réclamer à votre locataire.

A titre exceptionnel, la procédure de conservation peut être renouvelée pour une période de 6 mois pour permettre l'achèvement des travaux engagés, si vous apportez la preuve que la réalisation des travaux nécessite un délai supérieur ou que le retard dans l'avancement des travaux ne vous est pas imputable.

Vous pouvez peut-être obtenir des aides pour la mise en conformité du logement. Renseignez-vous auprès de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat (Anah), de la Direction départementale des territoires (DDT) ou de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil).

Vous avez la possibilité de contester cette décision :

en application de l'article 20 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 auprès la commission départementale de conciliation située à :

[ligne 2 adresse commission]

[ligne 3 adresse commission]

[ligne 4 adresse commission]

[ligne 5 adresse commission]

[ligne 6 adresse commission]

ou auprès du tribunal d'instance dont relève le domicile de votre locataire pour tout litige portant sur l'origine des désordres ou pour contester les conclusions du constat de décence.

En cas de contestation portant sur la conservation de l'allocation de logement vous pouvez saisir la Commission de recours amiable (CRA) dans un délai de deux mois.

La présente notification tient lieu de demande de mise en conformité au titre de l'article 20-1 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

Les informations collectées sur le logement dont vous êtes propriétaire peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'Allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHl). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages.

Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagné d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHl auprès du préfet du département où se situe le logement.

Restant à votre disposition,
La Caisse d'allocations familiales

Annexe 2.2 : notification au bailleur (AL versée à allocataire) si constat de logement non décent

La location d'un logement décent est une obligation du bailleur prévue par l'article 1719 du Code Civil.

Un diagnostic vérifiant les critères de décence a été effectué dans le logement dont vous êtes propriétaire et occupé par :

[Type] [Prénom] [Nom]

Adresse : <Ligne 2 adresse>

<Ligne 3 adresse>

<Ligne 4 adresse>

<Ligne 5 adresse>

<Ligne 6 adresse>

<Ligne 7 adresse>

Le constat réalisé, a conclu à la non-conformité de votre logement.

Or, l'article L542-2 du code de la sécurité sociale (ALF) / L831-3 du Code de la Sécurité sociale (ALS) prévoit que le versement de l'allocation de logement est subordonné au respect de ces normes.

En conséquence, vous êtes tenu de procéder à la mise en conformité du logement avant le [jj/mm/aaaa dernier jour du mois de la date de fin conservation].

Tant qu'elle n'aura pas été effectuée, l'allocation de logement sera conservée, votre locataire ne la percevra plus, mais ne paiera que le montant de loyer déduit du montant de l'allocation de logement.

Ce montant est actuellement de [droit AL M+1 €].

Vous devez prévenir votre locataire de la nature et de la durée des travaux envisagés suffisamment à l'avance pour qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Un contrôle sera effectué pour s'assurer de la mise en conformité du logement. **En vue de ce contrôle**, il vous appartient de nous contacter impérativement **un mois avant la date prévisionnelle de fin des travaux**.

Si le logement s'avère décent, l'allocation de logement conservée due à votre locataire vous sera reversée.

Si Rib absent

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre vos coordonnées bancaires (RIB).

Dans le cas contraire, le montant de l'allocation logement qui aura été conservé sera définitivement perdu et vous ne pourrez pas le réclamer à votre locataire.

A titre exceptionnel, la procédure de conservation peut être renouvelée pour une période de 6 mois pour permettre l'achèvement des travaux engagés, si vous apportez la preuve que la réalisation des travaux nécessite un délai supérieur ou que le retard dans l'avancement des travaux ne vous est pas imputable.

Vous pouvez peut-être obtenir des aides pour la mise en conformité du logement. Renseignez-vous auprès de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat (Anah), de la Direction départementale des territoires (DDT) ou de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil).

Vous avez la possibilité de contester cette décision

En application de l'article 20 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 auprès la commission départementale de conciliation située à :

[ligne 2 adresse commission]

[ligne 3 adresse commission]

[ligne 4 adresse commission]

[ligne 5 adresse commission]

[ligne 6 adresse commission]

ou auprès du tribunal d'instance dont relève le domicile de votre locataire pour tout litige portant sur l'origine des désordres ou pour contester les conclusions du constat de décence.

En cas de contestation portant sur la conservation de l'allocation de logement vous pouvez saisir la Commission de recours amiable (CRA) dans un délai de deux mois.

La présente notification tient lieu de demande de mise en conformité au titre de l'article 20-1 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

Les informations collectées sur le logement dont vous êtes propriétaire peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'Allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHl). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, ... et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages.

Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagné d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHl auprès du préfet du département où se situe le logement.

Restant à votre disposition,
La Caisse d'allocations familiales

Annexe 2.3 : notification bailleur (pas de droit AL ou AL < au seuil) si constat de logement non décent

La location d'un logement décent est une obligation du bailleur prévue par l'article 1719 du Code Civil.

Un diagnostic vérifiant les critères de décence, a été effectué dans le logement dont vous êtes propriétaire et occupé par :

[Type] [Prénom] [Nom]

Adresse : <Ligne 2 adresse>

<Ligne 3 adresse>

<Ligne 4 adresse>

<Ligne 5 adresse>

<Ligne 6 adresse>

<Ligne 7 adresse>

Le constat réalisé le [date constat] a conclu à la non-conformité de votre logement.

La Caf a conclu que celui-ci ne répond pas aux critères de décence.

Or, l'article L542-2 du code de la Sécurité sociale (ALF) / L831-3 du Code de la Sécurité sociale (ALS) prévoit que le versement de l'allocation de logement est subordonné au respect de ces normes.

En conséquence, vous êtes tenu de procéder à la mise en conformité du logement avant le [jj/mm/aaaa dernier jour du mois de la date de fin conservation].

Vous devez prévenir votre locataire de la nature et de la durée des travaux envisagés suffisamment à l'avance pour qu'il puisse s'organiser en conséquence.

Compte tenu de la situation actuelle de votre locataire, aucune allocation de logement ne lui est versée. Si sa situation évolue et permet le versement de l'allocation, nous vous informerons de son montant qui sera conservé tant que la mise en conformité du logement n'aura pas été effectuée. Dans ce cas, vous devrez réclamer au locataire uniquement le montant de loyer déduit du montant de l'allocation de logement.

Un contrôle sera effectué pour s'assurer de la mise en conformité du logement. **En vue de ce contrôle** il vous appartient de nous contacter impérativement et au plus tard **un mois avant la date prévisionnelle de fin des travaux**.

Vous pouvez peut-être obtenir des aides pour la mise en conformité du logement. Renseignez-vous auprès de l'Agence nationale de l'amélioration de l'habitat (Anah), de la Direction départementale des territoires (DDT) ou de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil).

Vous avez la possibilité de contester cette décision

En application de l'article 20 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 auprès la commission départementale de conciliation située à :

[ligne 2 adresse commission]

[ligne 3 adresse commission]

[ligne 4 adresse commission]

[ligne 5 adresse commission]

[ligne 6 adresse commission]

ou auprès du tribunal d'instance dont relève le domicile de votre locataire pour tout litige portant sur l'origine des désordres ou pour contester les conclusions du constat de décence.

En cas de contestation portant sur la conservation de l'allocation de logement vous pouvez saisir la Commission de recours amiable (CRA) dans un délai de deux mois.

La présente notification tient lieu de demande de mise en conformité au titre de l'article 20-1 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

Les informations collectées sur le logement dont vous êtes propriétaire peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'Allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHl). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, ... et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages.

Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagné d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHl auprès du préfet du département où se situe le logement.

Restant à votre disposition,
La Caisse d'allocations familiales

Annexe 2.4 : notification locataire si constat de logement non décent

En application de l'article L542-2 du code de la Sécurité sociale (ALF) / L831-3 du Code de la Sécurité sociale (ALS), le versement de l'allocation de logement est conditionné au respect de critères de décence.

Suite au diagnostic réalisé, le constat a conclu à la non-conformité de votre logement au regard de ces critères.

Votre propriétaire a [18/6] mois pour procéder à la mise en conformité de votre logement.

Une notification de conservation de l'allocation logement lui a été adressée.

Elle tient lieu de demande de mise en conformité.

V1 : versement à l'allocataire

Tant que ces travaux n'auront pas été réalisés, l'allocation de logement ne vous sera plus versée mais vous n'aurez à payer que le montant du loyer déduit du montant de l'allocation de logement.

Le montant de votre aide au logement est actuellement de [droit AL M+1 €].

V2 : versement en tiers payant.

Dans cette attente, l'allocation de logement ne sera plus versée à votre bailleur mais vous continuerez à payer la part de loyer demeurant à votre charge.

Le montant de votre aide au logement est actuellement de [droit AL M+1 €] (Montant mensuel de loyer moins montant mensuel de votre aide au logement)

V3 : Droit théorique ou inférieur au seuil de versement

Votre situation actuelle ne vous permet pas de bénéficier d'une aide au logement. Si votre situation évolue et permet le versement de l'allocation de logement, nous vous informerons de son montant que le bailleur aura l'obligation de déduire du montant du loyer.

Pour tous (V1 / V2 / V3)

À défaut de remise en état du logement par votre propriétaire dans le délai, l'allocation logement sera suspendue.

La procédure de conservation peut être renouvelée à titre exceptionnel sur demande pour une période de 6 mois (renouvelable une fois), afin de tenir compte d'une éventuelle action en justice de votre part pour rendre le logement décent, de vos démarches visant à trouver un nouveau logement ou pour prévenir des difficultés de paiement de loyer.

Muni de ce courrier, vous pouvez saisir la commission départementale de conciliation située à :

[ligne 2 adresse commission]

[ligne 3 adresse commission]

[ligne 4 adresse commission]

[ligne 5 adresse commission]

[ligne 6 adresse commission]

pour demander la mise en conformité de votre logement conformément aux dispositions de l'article 20-1 de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989.

Vous avez également la possibilité de saisir le tribunal d'instance dont relève votre domicile pour tout litige portant sur l'origine des désordres ou pour contester les conclusions du constat de décence.

En cas de contestation portant sur la conservation et le montant de l'allocation de logement vous pouvez saisir la Commission de recours amiable (CRA) dans un délai de deux mois.

Vous pouvez obtenir également des renseignements sur vos droits et les possibilités d'accompagnement dans le cadre d'une action en justice auprès de l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil) [zone libre : exemple adresse].

A défaut de remise en état du logement par votre propriétaire dans le délai, l'allocation de logement sera suspendue.

Nous vous informons également, que l'allocation de logement pourra être suspendue si vous empêchez la réalisation des travaux nécessaires ou que le logement reste indécemment dégradé du fait d'un défaut d'entretien du logement de votre part en application des articles [L542-7 \(ALF\)](#)/[R831-17\(ALS\)](#), [D542-23 \(ALF\)](#)et [D755-32 \(ALF\)](#) du code de la sécurité sociale.

Les informations collectées sur le logement dont vous êtes locataire peuvent faire l'objet d'un traitement informatique par la caisse d'Allocations familiales ou dans le cadre de l'outil de repérage et de traitement de l'habitat indigne (ORTHl). Ces informations peuvent être transmises aux institutions compétentes en matière d'habitat indigne : agence régionale de santé, collectivités territoriales, Fonds de solidarité logement, ... et être utilisées aux fins d'études, d'enquêtes et de sondages.

Vous pouvez exercer votre droit d'accès et de rectification auprès du directeur de la Caf (demande formulée par courrier postal accompagné d'une preuve d'identité) et dans le cadre d'ORTHl auprès du préfet du département où se situe le logement.

Restant à votre disposition,
Votre caisse d'Allocations familiales.